



**ARRETE n° 2026 / 24**  
**Réglementant temporairement la circulation et le**  
**stationnement au droit des chantiers mobiles liés à la**  
**maintenance de l'éclairage public**  
**A partir du 11 mars 2026**

Le Maire de la commune de BOHARS (Finistère)

VU le code général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

VU l'arrêté n° 2020-228 en date du 11 juin 2020 portant délégation à Monsieur Jean-Yves TREBAOL, Adjoint au Maire,

VU la demande formulée en date du 5 mars 2026 par la société CITEOS, 330 rue Alain Colas, 29200 BREST, en vue de procéder à la réalisation de travaux de maintenance de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Bohars en agglomération,

**CONSIDERANT** le caractère courant et répétitif de ces chantiers de maintenance exécutés sur le Domaine Public Routier,

**CONSIDERANT** que pour les travaux concernés, il y a lieu de synthétiser dans un arrêté général les règles de circulation et de stationnement à respecter aux abords de ces chantiers mobiles (position statique du véhicule inférieure à 2 heures),

**A R R E T E**

**Article 1er - Domaine d'application**

La réglementation définie par le présent arrêté s'applique aux travaux, à caractère courant et répétitif, exécutés sous circulation sur Domaine Public routier, par la Société CITEOS, 330 rue Alain Colas – 29200 BREST.

Ces travaux concernent les opérations de maintenance de l'éclairage public en agglomération.

Cette réglementation n'est pas applicable lorsque :

- la durée du chantier mobile est supérieure à 2 heures,
- les modifications de circulation des véhicules sont importantes et nécessitent la neutralisation totale de la voie de circulation avec mise en place d'une déviation,
- la neutralisation partielle de la voie nécessite, soit une circulation alternée réglée par feux, soit une signalisation spéciale.
- la voie comporte plus d'une file de circulation, par sens,
- il existe un danger particulier nécessitant des mesures de sécurité publique spécifiques.

**Article 2 Restrictions aux conditions de circulation et de stationnement**

- a- La vitesse limite à respecter au droit des chantiers définis à l'article 1er est fixée à :
- 30 Km/h en agglomération.

b- Pourront également être imposés si les circonstances l'exigent :

- Une interdiction de dépasser.
- Un alternat géré manuellement par piquets K10.
- Une interdiction de stationner.

\* Sera en ce cas déclaré gênant, tout stationnement de véhicule en infraction aux restrictions imposées par la signalisation en place, et installée dans les délais utiles.

\* Les véhicules se trouvant en stationnement irrégulier seront déplacés par une entreprise spécialisée dans le dépannage automobile, aux frais de leurs propriétaires et au tarif départemental.

### **Article 3 - Signalisation**

La signalisation des chantiers sera selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 huitième partie signalisation temporaire).

La société CITEOS est chargée d'assurer la mise en place, la maintenance puis l'enlèvement de la signalisation temporaire.

### **Article 4 - Communication**

Sauf interventions urgentes, la Mairie de Bohars souhaite être informée par la société CITEOS des travaux de maintenance d'éclairage public se déroulant sur la commune par e-mail [urbanisme@mairie-bohars.fr](mailto:urbanisme@mairie-bohars.fr)

### **Article 5 - Champ d'application**

Le présent arrêté est applicable sur l'ensemble des voies situées à l'intérieur du périmètre d'agglomération de la commune de Bohars tel que défini par l'article R1 du Code de la Route.

Il ne dispense pas de satisfaire aux autres obligations réglementaires (DICT, autorisation de voirie...)

Si la réalisation des travaux nécessite des interventions sur les voies départementales, l'arrêté doit faire l'objet d'une déclaration au Conseil Général du Finistère – Agence Technique Départementale de Lannilis.

### **Article 6 - Durée de validité**

Le présent arrêté est valable jusqu'au 1er janvier 2027.

### **Article 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

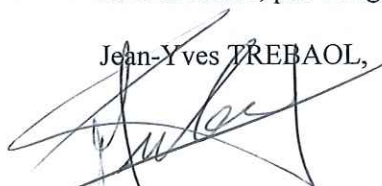
### **Article 8**

La Directrice Générale des Services, le commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Plouzané et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont la copie sera transmise à :

- Le Directeur de CITEOS
- Le Président de Brest métropole (services voirie, signalisation et éclairage public)
- Le Major de la Communauté de brigades de gendarmerie de Plouzané
- CODIS : [CTA\\_CODIS29@sdis29.fr](mailto:CTA_CODIS29@sdis29.fr)
- Bibus : [bibus.regulateurs@ratpdev.com](mailto:bibus.regulateurs@ratpdev.com)
- Monsieur le Président du Conseil Départemental : [ant.brest@cg29.fr](mailto:ant.brest@cg29.fr)

Fait à Bohars 7 mars 2026  
Pour le Maire, par délégation

Jean-Yves TREBAOL,



Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de son acte compte-tenu de son affichage en Mairie le *9 mars 2026*
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

